

See below for versions in other languages ([FR](#), [EN](#), [DE](#), [IT](#), [ES](#), [NL](#))

Éléments de contexte

Background

I. Présentation de la société et du groupe et de sa surveillance

1. Informations concernant FWU Life Insurance Lux S.A. (« FLL »)

FLL est une entreprise d'assurance dont le siège social est établi au Luxembourg. FLL est une filiale du groupe FWU (« **Groupe FWU** »), dont l'actionnaire unique est FWU AG (« **FWU AG** »).

2. Informations concernant FWU AG et le Groupe FWU

Le Groupe FWU est un groupe de sociétés détenues par FWU AG.

FWU AG est une société commerciale dont le siège social est établi en Allemagne. FWU AG est la maison-mère d'un certain nombre de sociétés, dont deux qui sont des entreprises d'assurance vie agréées dans l'Union européenne (« **UE** ») :

- FLL, surveillée par le Commissariat aux Assurances (« **CAA** ») ; et
- FWU Life Insurance Austria AG (« **FLA** »), surveillée par l'autorité de surveillance autrichienne, la *Finanzmarktaufsicht* (« **FMA** »).

FWU AG n'a d'agrément, ni en tant qu'entreprise d'assurance, ni en tant qu'intermédiaire d'assurance. FWU AG ne peut donc pas distribuer des produits d'assurance et n'est donc pas surveillée à ce titre par l'autorité de surveillance allemande, la *Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht* (« **BaFin** »).

Depuis la fin de l'année 2023, FWU AG est surveillée au niveau de l'UE en tant que société holding d'assurance du Groupe FWU, par un collège des contrôleurs (« **Collège** »). Ce Collège est présidé par le CAA et comprend d'autres autorités de surveillance¹.

¹ Le CAA, la FMA et l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (« **AEAPP** ») sont membres de ce Collège. De plus, l'autorité de surveillance du secteur des assurances italienne, *Istituto per la vigilanza sulle assicurazioni* (« **IVASS** ») et la BaFin participent ou ont participé à ce Collège. L'IVASS participe au Collège pour assurer un échange efficace des informations en raison de la présence sur le territoire italien d'une succursale importante de FLL.

3. Relations entre FLL et FWU AG

FLL a une personnalité juridique indépendante de FWU AG ainsi qu'un patrimoine propre et une administration distincte de celle de FWU AG. FLL a donc son propre actif et passif, qui, respectivement, n'appartient pas et n'est pas dû à et par FWU AG. En outre, les dirigeants de ces deux sociétés sont distincts.

Il existe néanmoins des relations commerciales et financières entre FWU AG et FLL, qui expliquent l'existence de flux financiers entre ces deux entités.

Dans ce contexte, il est important pour le CAA de souligner que les publications et les informations fournies par FWU AG sont à distinguer des publications et des informations fournies par FLL, étant donné qu'il s'agit de deux entités juridiquement distinctes.

Le CAA vous met en garde contre des communications ne reprenant que le nom de marque « Forward You » ou le logo « FWU Forward U » et pour lesquelles il est difficile d'identifier l'auteur.

4. Informations concernant la surveillance de FLL

a. Activités au Luxembourg

FLL est surveillée par le CAA au Luxembourg. Le CAA est un établissement public, qui est l'autorité compétente de surveillance du secteur des assurances au Luxembourg. Jusqu'à sa mise en *run-off* au début du mois de juillet 2024, FLL était autorisée à distribuer des contrats d'assurance vie au Luxembourg.

b. Activités dans l'UE

En dehors du Luxembourg, jusqu'à sa mise en *run-off* au début du mois de juillet 2024, FLL était autorisée à distribuer des contrats d'assurance vie au sein de l'UE. Dans ce cadre, FLL a distribué des contrats d'assurance vie, notamment en Allemagne, en Belgique, en Espagne, en France, et en Italie, via des succursales ou en libre prestation de services. La distribution des contrats d'assurance vie de FLL s'est réalisée, dans ces pays, via des intermédiaires locaux (par exemple, des courtiers).

c. Répartition des compétences entre les autorités de surveillance dans l'UE

Le contrôle financier de FLL, y compris pour ses activités exercées via ses succursales ou en libre prestation de services, relève de la compétence exclusive du CAA.

Toutefois, les homologues étrangers du CAA, à savoir, les autorités de surveillance du secteur des assurances des pays d'accueil², collaborent et échangent des informations avec le CAA. Ces autorités sont, en outre, en charge de la surveillance des intermédiaires qui distribuent les contrats d'assurance vie de FLL dans leurs pays respectifs.

II. Développements récents

² A savoir, l'IVASS pour l'Italie, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (« ACPR ») pour la France, la *Dirección General de Seguros y Fondos de Pensiones* (« DGSFP ») pour l'Espagne, l'Autorité des services et marchés financiers (« FSMA ») pour la Belgique, la BaFin pour l'Allemagne.

5. Informations concernant l'insolvabilité de FLL (voir communiqué du CAA en date du 19 juillet 2024)

Le CAA a été informé par FLL le 19 juillet 2024 qu'elle ne satisfaisait plus aux exigences de capital de solvabilité requis (« **SCR** ») et de minimum de capital requis (« **MCR** »), raison pour laquelle le CAA a communiqué sur l'insolvabilité de FLL sur son site internet.

Ces ratios sont des ratios prudentiels :

- Le SCR correspond au niveau de fonds propres de base éligibles nécessaire pour permettre à FLL d'absorber des pertes imprévues, lié à la matérialisation de certains risques auxquels FLL peut être exposée ;
- Le MCR correspond à un montant de fonds propres de base éligibles en-deçà duquel les preneurs d'assurance et les bénéficiaires de FLL seraient exposés à un niveau de risque non acceptable si FLL était autorisée à poursuivre son activité.

6. Informations concernant l'insolvabilité du Groupe FWU

Le CAA, contrôleur du Groupe FWU, a également été informé, le 18 juillet 2024, du non-respect des exigences de SCR par le Groupe FWU.

7. Ouverture de la phase provisoire d'insolvabilité de FWU AG

FWU AG a fait une déclaration d'insolvabilité auprès du tribunal de Munich le 19 juillet 2024. A cette date, FWU AG a obtenu l'ouverture d'une phase provisoire d'insolvabilité. Un *Insolvenzverwalter* (Maître Ivo-Meinert Willrodt, PLUTA Rechtsanwalts GmbH) a été nommé par le tribunal de Munich.

8. Informations concernant le blocage des actifs représentatifs de FLL (voir communiqué du CAA en date du 19 juillet 2024)

a. Décision de blocage des actifs représentatifs

En tant qu'autorité de surveillance, le CAA a décidé de procéder, le 23 juillet 2024, au blocage des valeurs représentatives des provisions techniques auprès des banques, dites banques dépositaires, afin de protéger les intérêts des preneurs d'assurance et des bénéficiaires de FLL.

b. Explications de la notion d'actifs représentatifs et du privilège des preneurs d'assurance

Lorsque les preneurs d'assurance de FLL ont souscrit un contrat d'assurance et versé des primes, FLL a constitué des provisions techniques, correspondant à leurs primes nettes des frais et des primes de risque. Des investissements dans des actifs représentatifs de ces provisions techniques ont été réalisés par FLL.

Ces actifs représentatifs ont été déposés auprès de banques dépositaires ayant signé une convention de dépôt tripartite. Ils ont ainsi été ségrégués du patrimoine propre de FLL, pour bien distinguer le patrimoine des preneurs d'assurance et des bénéficiaires de celui de FLL.

Ce sont ces actifs représentatifs des provisions techniques, sur lesquels les preneurs d'assurance et les bénéficiaires de FLL ont un droit de créance privilégié, qui ont été bloqués par le CAA, pour garantir que leur utilisation ne puisse être faite qu'au bénéfice des preneurs d'assurance et des bénéficiaires de contrats d'assurance de FLL.

9. Informations concernant le sursis de paiement de FLL (voir communiqué du CAA du 2 août 2024)

a. Procédure devant le juge

FLL a fait une requête en sursis de paiement auprès du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg en date du 24 juillet 2024. La requête a été jugée recevable et fondée le 2 août 2024 au motif que FLL se trouve en situation d'ébranlement de crédit et dans une impasse de liquidité.

Un commissaire de surveillance, Maître Yann BADEN, avocat à la Cour, a été nommé pour contrôler la gestion du patrimoine de FLL le 2 août 2024. Le commissaire de surveillance est une personne indépendante de FLL qui a été nommée par le juge ayant statué sur le sursis de paiement.

Il est important de noter que le commissaire de surveillance de FLL est indépendant du *Insolvenzverwalter* de FWU AG (mentionné sous le point 7 de la présente note).

b. Durée et effets du sursis de paiement

La procédure de sursis de paiement pourra durer au maximum six mois.

Le sursis de paiement a pour effet de suspendre tout paiement. Tout paiement dû avant la date de jugement est suspendu avec effet immédiat tandis que les paiements relevant des dettes nées postérieurement à la décision du tribunal sont soumis à l'approbation du commissaire de surveillance nommé. Le commissaire de surveillance a dans ses pouvoirs la validation des paiements indispensables au maintien de l'activité et au bon fonctionnement de FLL (comme le paiement des salaires ou le paiement du loyer des locaux de travail).

Par conséquent, pendant la durée de ce sursis de paiement, aucun paiement de FLL envers ses preneurs d'assurance ne sera fait, à moins qu'il ne soit ordonné ou autorisé par le tribunal dans une nouvelle décision.

c. Suites du sursis de paiement

Si le sursis de paiement ne permet pas de redresser la situation qui l'a justifié ou si la situation de FLL est ébranlée au point que cette dernière ne pourra plus satisfaire à ses engagements, alors, une requête en liquidation judiciaire pourra être faite par le CAA ou le Procureur d'Etat.

Si la liquidation judiciaire était ordonnée, un juge-commissaire, ainsi qu'un ou plusieurs liquidateurs seraient nommés. Le juge-commissaire serait un juge désigné par le tribunal en charge de l'ouverture de la liquidation judiciaire. Il serait chargé de surveiller les opérations de liquidation judiciaire. Le ou les liquidateur(s) judiciaire(s) aurai(en)t pour mission de recenser l'ensemble de l'actif et du passif de la société en liquidation judiciaire et d'apurer le passif.

10. Informations concernant le fonds FWU Protection Fund SICAV (voir les communiqués du CAA du 19 juillet 2024 et du 4 septembre 2024)

Les primes des preneurs d'assurance de FLL ont été investies dans des valeurs mobilières (tels que des actions, obligations, fonds d'investissement) parmi lesquelles, pour certains contrats d'assurance vie, dans des parts du fonds FWU Protection Fund SICAV.

a. Suspension temporaire du fonds FWU Protection Fund SICAV

Le 19 juillet 2024, le conseil d'administration de FWU Protection Fund SICAV a pris la décision de procéder à la suspension temporaire de certains compartiments de ce fonds d'investissement.

b. Impact sur FLL de la suspension temporaire du fonds FWU Protection Fund SICAV

FLL ne pourra donc pas procéder à des investissements (de nouvelles primes) ou désinvestissements sur les parts des compartiments de ce fonds d'investissement qui sont temporairement suspendus.

c. Levée de la suspension du fonds FWU Protection Fund SICAV

Le conseil d'administration du fonds FWU Protection Fund SICAV a décidé de lever la suspension temporaire de l'émission, du rachat et de la conversion des parts du fonds, à compter de la date du mercredi 4 septembre 2024, pour toutes les catégories de parts de tous les compartiments.

*Pour des informations pratiques, nous vous recommandons de consulter les questions réponses (« **FAQ** ») sur l'onglet dédié à l'insolvabilité de FWU Life Insurance Lux S.A. disponible sur le site du CAA.*

Background

I. Presentation of the company, the group and its supervision

1. Information about FWU Life Insurance Lux S.A. (“FLL”)

FLL is an insurance company with its registered office in Luxembourg. FLL is a subsidiary of the FWU Group (“**FWU Group**”), whose sole shareholder is FWU AG (“**FWU AG**”).

2. Information about FWU AG and the FWU Group

The FWU Group is a group of companies owned by FWU AG.

FWU AG is a commercial company with its registered office in Germany. FWU AG is the parent company of a number of companies, two of which are life insurance undertakings authorised in the European Union (“**EU**”):

- FLL, supervised in Luxembourg by the *Commissariat aux Assurances* (“**CAA**”); and
- FWU Life Insurance Austria AG (“**FLA**”), supervised by the Austrian supervisory authority, the *Finanzmarktaufsicht* (“**FMA**”).

FWU AG is neither authorised as an insurance undertaking nor as an insurance intermediary. FWU AG cannot therefore distribute insurance products and is not supervised in this capacity by the German supervisory authority, the *Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht* (“**BaFin**”).

Since the end of 2023, FWU AG has been supervised at EU level as the insurance holding company of the FWU Group by a College of Supervisors (“**College**”). The College is chaired by the CAA and includes other supervisory authorities¹.

3. Relationship between FLL and FWU AG

FLL is a legal entity independent of FWU AG and has its own assets and administration separate from that of FWU AG. FLL therefore has its own assets and liabilities, which do not belong to and are not owed by FWU AG. In addition, the management of the two companies is distinct.

Nevertheless, there are commercial and financial relationships between FWU AG and FLL, which explain the existence of financial flows which exist between these two entities.

In this context, it is important for the CAA to emphasise that publications and information provided by FWU AG are to be distinguished from publications and information provided by FLL, as these are two legally distinct entities.

The CAA warns you against communications that use only the brand name “Forward You” or the logo “FWU Forward U” and for which it is difficult to identify the author.

¹ The CAA, the FMA and the European Insurance and Occupational Pensions Authority (“**EIOPA**”) are members of this College. In addition, the Italian insurance supervisory authority, *Istituto per la vigilanza sulle assicurazioni* (“**IVASS**”) and the BaFin participate or have participated in this College. IVASS participates in the College to ensure an efficient exchange of information due to the presence of a major branch of FLL in Italy.

4. Information concerning FLL monitoring

a. Activities in Luxembourg

FLL is supervised by the CAA in Luxembourg. The CAA is a public institution, which is the competent supervisory authority for the insurance sector in Luxembourg. Until its run-off at the beginning of July 2024, FLL was authorised to distribute life insurance contracts in Luxembourg.

b. Activities in the EU

Outside Luxembourg, until its run-off at the beginning of July 2024, FLL was authorised to distribute life insurance policies within the EU. Within this framework, FLL distributed life insurance policies, in particular in Germany, Belgium, Spain, France and Italy, via branches or under the freedom to provide services. FLL's life insurance policies were distributed in these countries through local intermediaries (e.g. brokers).

c. Sharing of supervisory duties between supervisory authorities in the EU

The financial supervision of FLL, including its activities carried out through its branches or under the freedom to provide services, falls within the exclusive competence of the CAA.

However, the CAA's foreign counterparts, i.e. the insurance supervisory authorities of the host countries², cooperate and exchange information with the CAA. However, the CAA's foreign counterparts, i.e. the insurance supervisory authorities of the host countries³, cooperate and exchange information with the CAA. These authorities are also responsible for the supervision of intermediaries who distribute FLL's life insurance policies in their respective countries.

II. Recent developments

5. Information regarding FLL's insolvency (see CAA press release dated 19 July 2024)

The CAA was informed by FLL on 19 July 2024 that it no longer met the Solvency Capital Requirement (“SCR”) nor the Minimum Capital Requirement (“MCR”), for which reason the CAA disclosed FLL's insolvency on its website.

These ratios are prudential ratios:

- The SCR corresponds to the level of eligible core capital required to enable FLL to absorb unforeseen losses arising from the materialisation of certain risks to which FLL may be exposed;
- The MCR corresponds to an amount of eligible basic own funds below which FLL's policyholders and beneficiaries would be exposed to an unacceptable level of risk if FLL were authorised to continue its business.

6. Information concerning the insolvency of the FWU Group

² These include IVASS in Italy, the *Autorité de contrôle prudentiel et de résolution* (“ACPR”) in France, the *Dirección General de Seguros y Fondos de Pensiones* (“DGSFP”) in Spain, the *Autorité des services et marchés financiers* (“FSMA”) in Belgium, and the BaFin in Germany.

³ These include IVASS in Italy, the *Autorité de contrôle prudentiel et de résolution* (“ACPR”) in France, the *Dirección General de Seguros y Fondos de Pensiones* (“DGSFP”) in Spain, the *Autorité des services et marchés financiers* (“FSMA”) in Belgium, and the BaFin in Germany.

The CAA, controller of the FWU Group, was also informed on 18 July 2024 of the FWU Group's non-compliance with the SCR requirements.

7. Opening of the provisional insolvency phase of FWU AG

FWU AG filed for insolvency with the Munich District Court on 19 July 2024. On this date, FWU AG was granted the opening of a provisional insolvency phase. An *Insolvenzverwalter* (Rechtsanwalt Ivo-Meinert Willrodt, PLUTA Rechtsanwalts GmbH) was appointed by the Munich District Court.

8. Information concerning the freezing of the representative assets of FLL (see CAA press release dated 19 July 2024)

a. Decision to freeze the representative assets

In its capacity as supervisory authority, the CAA decided on 23 July 2024 to freeze the assets representing the technical reserves which are deposited at banks, known as custodian banks, in order to protect the interests of FLL's policyholders and beneficiaries.

b. Explanations of the concept of representative assets and the policyholder preferential claim

When FLL's policyholders have entered into an insurance contract and paid premiums, FLL has established technical reserves, corresponding to their premiums net of expenses and risk premiums. FLL has invested in assets representing these technical reserves.

These representative assets have been deposited with custodian banks that have signed a tripartite deposit agreement. This way, they have been segregated from FLL's own assets in order to distinguish between the assets of policyholders and beneficiaries and those of FLL.

These assets, which represent the technical reserves and over which FLL's policyholders and beneficiaries have a preferential claim, have been frozen by the CAA to ensure that they can only be used for the benefit of FLL's policyholders and beneficiaries.

9. Information concerning FLL's suspension of payment (*sursis de paiement*) (see CAA press release dated 2 August 2024)

a. Proceedings before the court

On 24 July 2024, FLL submitted a request to the District Court of and in Luxembourg for a suspension of payment (*sursis de paiement*). The request was deemed admissible and well-founded on 2 August 2024 on the grounds that FLL was in a situation of credit crunch (*ébranlement de crédit*) and liquidity impasse.

A supervisory commissioner (*commissaire de surveillance*), Maître Yann Baden, *avocat à la Cour*, was appointed to monitor the management of FLL's assets on 2 August 2024. The supervisory commissioner (*commissaire de surveillance*) is a person independent of FLL who was appointed by the judge who ruled on the suspension of payment (*sursis de paiement*).

It is important to note that FLL's supervisory commissioner (*commissaire de surveillance*) is independent of FWU AG's *Insolvenzverwalter* (mentioned under point 7 of this note).

b. Duration and effects of the suspension of payment (*sursis de paiement*)

The suspension of payment (*sursis de paiement*) procedure may last a maximum of six months.

The effect of the suspension of payment (*sursis de paiement*) is to suspend all payments. All payments due prior to the date of the judgment are suspended with immediate effect, while payments relating to debts arising after the court's decision are subject to the approval of the appointed supervisory commissioner (*commissaire de surveillance*). The supervisory commissioner's (*commissaire de surveillance*) powers include the approving payments that are essential for FLL to remain in business and operate smoothly (such as the payment of salaries or rent for the company's premises).

Consequently, during the period of this suspension of payment (*sursis de paiement*), no payment will be made by FLL to its policyholders unless ordered or authorised by the court in a new decision.

c. Follow-up to the suspension of payment (*sursis de paiement*)

If the suspension of payment (*sursis de paiement*) does not enable the situation which justified it to be remedied or if FLL's situation is undermined to such an extent that it will no longer be able to meet its commitments, a petition for judicial liquidation may be filed by the CAA or the State Prosecutor.

If a judicial liquidation is ordered, a bankruptcy judge (*juge-commissaire*) and one or more liquidators will be appointed. The bankruptcy judge (*juge-commissaire*) would be a judge appointed by the court in charge of opening the judicial liquidation. He or she would be responsible for overseeing the liquidation process. The task of the liquidator(s) would be to list all the assets and liabilities of the company in judicial liquidation and to settle the liabilities.

10. Information concerning the FWU Protection Fund SICAV (see CAA press releases of 19 July 2024 and 4 September 2024)

FLL's policyholder premiums have been invested in transferable securities (such as shares, bonds, investment funds) including, for certain life insurance contracts, units in the FWU Protection Fund SICAV.

a. Temporary suspension of the FWU Protection Fund SICAV

On 19 July 2024, the board of the FWU Protection Fund SICAV decided to temporarily suspend certain sub-funds of this investment fund.

b. Impact on FLL of the temporary suspension of FWU Protection Fund SICAV

FLL will therefore be unable to invest (new premiums) or divest in the temporarily suspended sub-funds of this investment fund.

c. Lifting of the suspension of the FWU Protection Fund SICAV

The board of the FWU Protection Fund SICAV has decided to lift the temporary suspension of the issuance, redemption, and conversion of shares in the fund, effective from the date of Wednesday 4 September 2024, for all share classes of all sub-funds.

For more practical information, we recommend that you consult the questions and answers (“FAQ”) on the page dedicated to the insolvency of FWU Life Insurance Lux S.A. on CAA’s website.

Hintergrundinformationen

I. Vorstellung der Gesellschaft und der Gruppe sowie ihrer Aufsicht

1. Informationen zur FWU Life Insurance Lux S.A. („FLL“)

FLL ist ein Versicherungsunternehmen mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg. FLL ist eine Tochtergesellschaft der FWU-Gruppe (**„FWU-Gruppe“**), deren einziger Aktionär die FWU AG (**„FWU AG“**) ist.

2. Informationen zur FWU AG und der FWU-Gruppe

Die FWU-Gruppe ist eine Unternehmensgruppe, die sich im Eigentum der FWU AG befindet.

Die FWU AG ist eine Aktiengesellschaft mit Sitz in Deutschland. Die FWU AG ist die Muttergesellschaft einer Reihe von Unternehmen, von welchen einige, in der Europäischen Union (**„EU“**) eine Lizenz für das Lebensversicherungsgeschäft besitzen:

- FLL, unter Beaufsichtigung von der luxemburgischen Versicherungsaufsicht, dem *Commissariat aux Assurances* („**CAA**“); und
- FWU Life Insurance Austria AG („**FLA**“), überwacht von der österreichischen Finanzmarktaufsicht („**FMA**“).

Die FWU AG hat weder eine Zulassung als Versicherungsunternehmen noch als Versicherungsvermittler. Die FWU AG kann daher keine Versicherungsprodukte vertreiben und wird in dieser Eigenschaft auch nicht von der deutschen Aufsichtsbehörde, der Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht („**BaFin**“), beaufsichtigt.

Seit Ende 2023 wird die FWU AG als Versicherungsholdinggesellschaft der FWU-Gruppe auf EU-Ebene von einem Kollegium der Aufsichtsbehörden („**Kollegium**“) beaufsichtigt. Dieses Kollegium wird vom CAA geleitet und umfasst weitere Aufsichtsbehörden¹.

3. Beziehungen zwischen FLL und FWU AG

FLL hat eine von der FWU AG unabhängige, selbständige Rechtspersönlichkeit sowie ein eigenes Vermögen und eine von der FWU AG getrennte Verwaltung. FLL hat daher eigene Aktiva und Passiva, die FWU AG nicht gehören bzw. nicht von ihr geschuldet werden. Darüber hinaus sind die Geschäftsführer der beiden Unternehmen nicht identisch.

Dennoch bestehen geschäftliche und finanzielle Beziehungen zwischen FWU AG und FLL, die die Existenz von Finanzflüssen zwischen den beiden Einheiten erklären.

In diesem Zusammenhang ist es dem CAA wichtig zu betonen, dass Veröffentlichungen und Informationen, die von der FWU AG bereitgestellt werden, von Veröffentlichungen und Informationen,

¹ Das CAA, die FMA und die europäische Aufsichtsbehörde für das Versicherungswesen und die betriebliche Altersversorgung („**EIOPA**“) sind Mitglieder dieses Kollegiums. Zudem nehmen oder nahmen die italienische Versicherungsaufsichtsbehörde *Instituto per la vigilanza sulle assicurazioni* („**IVASS**“) und die BaFin an diesem Kollegium teil. Das IVASS nimmt an dem Kollegium teil, um einen effizienten Informationsaustausch zu gewährleisten, da FLL eine wichtige Niederlassung auf italienischem Staatsgebiet hat.

die von FLL bereitgestellt werden, zu unterscheiden sind, da es sich hierbei um zwei rechtlich unabhängige juristische Personen handelt.

Die CAA warnt vor Mitteilungen, die nur den Markennamen „Forward You“ oder das Logo „FWU Forward U“ enthalten und bei denen es schwierig ist, den Urheber zu identifizieren.

4. Informationen bzgl. der Aufsicht von FLL

a. Aktivitäten in Luxemburg

FLL wird vom CAA im Großherzogtum Luxemburg beaufsichtigt. Das CAA ist eine öffentlich-rechtliche Einrichtung, die die zuständige Aufsichtsbehörde für den Versicherungssektor im Großherzogtum Luxemburg ist. FLL war bis zur eigenen Entscheidung der Aussetzung des Neukundengeschäfts im Juli 2024 (*Run-Off*) berechtigt Lebensversicherungsverträge in Luxemburg zu verkaufen.

b. Aktivitäten in der EU

FLL war bis zur eigenen Entscheidung der Aussetzung des Neukundengeschäfts im Juli 2024 berechtigt Lebensversicherungsverträge innerhalb der EU zu verkaufen. In diesem Rahmen hat FLL Lebensversicherungsverträge insbesondere in Belgien, Deutschland, Frankreich, Italien, und in Spanien über Zweigniederlassungen oder im Rahmen der Dienstleistungsfreiheit vertrieben.

Der Vertrieb der Lebensversicherungsverträge von FLL erfolgte in diesen Ländern über lokale Vermittler (z. B. Makler).

c. Kompetenzverteilung zwischen den Aufsichtsbehörden in der EU

Die Finanzaufsicht über FLL, einschließlich der über ihre Zweigstellen oder im Rahmen der Dienstleistungsfreiheit ausgeübten Tätigkeiten, fällt in die ausschließliche Zuständigkeit des CAA.

Die ausländischen Amtskollegen des CAA, d.h. die Versicherungsaufsichtsbehörden in den oben genannten Ländern², arbeiten jedoch eng mit dem CAA zusammen und tauschen Informationen mit ihr aus. Die genannten ausländischen Amtskollegen der CAA sind für die Vermittler zuständig, die FLL-Lebensversicherungen in ihren jeweiligen Ländern vertreiben.

II. Jüngste Entwicklungen

5. Informationen über die Insolvenz von FLL (siehe Veröffentlichung des CAA vom 19. Juli 2024)

Die CAA wurde von FLL am 19. Juli 2024 darüber informiert, dass sie die Anforderungen an die Solvenzkapitalanforderung ("**SCR**") und die Mindestkapitalanforderung ("**MCR**") nicht mehr erfüllt, weshalb die CAA die Insolvenz von FLL auf ihrer Website bekannt gab.

Diese Kennzahlen sind aufsichtsrechtliche Kennzahlen:

- Das SCR entspricht der Höhe des anrechenbaren Kernkapitals, das erforderlich ist, damit FLL unerwartete Verluste absorbieren kann, die mit der Materialisierung bestimmter Risiken verbunden sind, denen FLL ausgesetzt sein kann;

² IVASS zuständig für Italien, *Autorité de contrôle prudentiel et de résolution* ("**ACPR**") zuständig für Frankreich, *Dirección General de Seguros y Fondos de Pensiones* ("**DGSFP**") zuständig für Spanien, *Autorité des services et marchés financiers* ("**FSMA**") zuständig für Belgien, die Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht ("**BaFin**") zuständig für Deutschland.

- Die MCR entspricht einem Betrag an anrechenbarem Kernkapital, bei dessen Unterschreitung die Versicherungsnehmer und die Begünstigten von FLL einem nicht akzeptablen Risikoniveau ausgesetzt wären, wenn FLL die Erlaubnis hätte, ihre Geschäftstätigkeit fortzusetzen;

6. Informationen über die Insolvenz der FWU-Gruppe

Die CAA, die Aufsichtsbehörde der FWU-Gruppe, wurde am 18. Juli 2024 ebenfalls darüber informiert, dass die FWU-Gruppe die SCR-Anforderung nicht mehr einhält.

7. Eröffnung des Insolvenzverfahrens der FWU AG

Die FWU AG hat am 19. Juli 2024 beim Amtsgericht München Insolvenz angemeldet. An selbigem Tag hat das Gericht die vorläufige Insolvenzverwaltung angeordnet und Rechtsanwalt Ivo-Meinert Willrodt (PLUTA Rechtsanwalts GmbH) zum vorläufigen Insolvenzverwalter der FWU AG bestellt.

8. Informationen über die Sperrung der Vermögenswerte von FLL (siehe Veröffentlichung des CAA vom 19. Juli 2024)

a. Entscheidung über die Sperrung der repräsentativen Vermögenswerte

Als Aufsichtsbehörde beschloss die CAA am 23. Juli 2024 die repräsentativen Werte der versicherungstechnischen Rückstellungen bei den Banken, den sogenannten Depotbanken, zu sperren, um die Interessen der Versicherungsnehmer und der Begünstigten von FLL zu schützen.

b. Erläuterungen des Begriffs der repräsentativen Vermögenswerte und des Sicherheitsdreiecks

Wenn Kunden bei dem Unternehmen einen Versicherungsvertrag abgeschlossen und Prämien gezahlt haben, hat das Unternehmen versicherungstechnische Rückstellungen gebildet, die ihren Prämien nach Abzug von Kosten und Risikoprämien entsprechen. Investitionen in Vermögenswerte, die diese versicherungstechnischen Rückstellungen repräsentieren, wurden von FLL getätigt.

Diese Vermögenswerte wurden bei Depotbanken nach Abschluss einer trilateralen Depotvereinbarung hinterlegt. Auf diese Weise wurden sie vom eigenen Vermögen von FLL getrennt, um das Vermögen der Versicherungsnehmer und der Begünstigten von FLL und das Vermögen von FLL klar voneinander zu unterscheiden.

Diese Vermögenswerte, die versicherungstechnische Rückstellungen darstellen und auf die die FLL-Versicherungsnehmer und Begünstigten ein vorrangiges Forderungsrecht haben, wurden von der CAA gesperrt, um sicherzustellen, dass ihre Verwendung nur zugunsten der Versicherungsnehmer und der Begünstigten von FLL erfolgen kann.

9. Informationen über den Zahlungsaufschub von FLL (siehe Veröffentlichung des CAA vom 2. August 2024)

a. Gerichtliches Verfahren

FLL hat am 24. Juli 2024 beim Bezirksgericht von und in Luxemburg einen Antrag auf Zahlungsaufschub gestellt. Der Antrag wurde am 2. August 2024 für zulässig und begründet befunden, mit der Begründung, dass sich FLL mit einem Verlust der Kreditwürdigkeit konfrontiert ist und sich in einem Liquiditätsengpass befindet.

Ein sogenannter Aufsichtskommissar, Rechtsanwalt Yann BADEN, wurde am 2. August 2024 ernannt, um die Verwaltung des Vermögens von FLL zu überwachen. Der Aufsichtskommissar ist eine von FLL unabhängige Person, die von dem Richter, der über den Zahlungsaufschub entschieden hat, ernannt wurde.

Es ist wichtig zu erwähnen, dass der Aufsichtskommissar von FLL unabhängig vom vorläufigen Insolvenzverwalter der FWU AG agiert (erwähnt unter Punkt 7 dieses Dokuments).

b. Dauer und Auswirkungen des Zahlungsaufschubs

Das Zahlungsaufschubverfahren kann maximal sechs Monate dauern.

Der Zahlungsaufschub hat zur Folge, dass alle Zahlungen ausgesetzt werden. Alle Zahlungen, welche auf Forderungen beruhen, die vor dem Urteil fällig waren, werden mit sofortiger Wirkung ausgesetzt, während Zahlungen, die sich auf Forderungen beziehen, die erst nach der Entscheidung des Gerichts entstanden sind, der Zustimmung des ernannten Aufsichtskommissars bedürfen. Der Aufsichtskommissar hat die Befugnis, Zahlungen zu genehmigen, die für die Aufrechterhaltung der Geschäftstätigkeit und den reibungslosen Betrieb von FLL unerlässlich sind (wie die Zahlung von Löhnen oder die Zahlung der Miete für die Arbeitsräume).

Daher werden während der Dauer dieses Zahlungsaufschubs keine Zahlungen von FLL an seine Kunden getätigt, es sei denn, dies wird vom Gericht in einem neuen Beschluss angeordnet oder genehmigt.

c. Folgen des Zahlungsaufschubs

Wenn der Zahlungsaufschub die Situation, die ihn gerechtfertigt hat, nicht beheben kann oder wenn die Situation von FLL so erschüttert ist, dass sie ihren Verpflichtungen nicht mehr nachkommen kann, kann das CAA oder die Staatsanwaltschaft einen Antrag auf gerichtliche Liquidierung stellen.

Wenn eine gerichtliche Liquidierung angeordnet wird, werden ein Konkursrichter sowie ein oder mehrere Liquidatoren ernannt. Der Konkursrichter ist ein Richter, der von dem Gericht, das für die Eröffnung der gerichtlichen Liquidierung zuständig ist, ernannt wird. Er hat die Aufgabe, die Geschäfte der gerichtlichen Liquidierung zu überwachen. Der oder die gerichtlichen Liquidatoren haben die Aufgabe, alle Aktiva und Passiva der Gesellschaft, die sich in gerichtlicher Liquidierung befindet, zu erfassen und die Passiva zu bereinigen.

10. Informationen über den Fonds FWU Protection Fund SICAV (siehe Veröffentlichungen des CAA vom 19. Juli 2024 und vom 4. September 2024).

Die Prämien der FLL-Kunden wurden in Wertpapiere (wie Aktien, Anleihen, Investmentfonds) investiert, darunter bei einigen Lebensversicherungsverträgen auch in Anteile des FWU Protection Fund SICAV.

a. Vorübergehende Aussetzung des Fonds FWU Protection Fund SICAV

Am 19. Juli 2024 beschloss der Verwaltungsrat des FWU Protection Fund SICAV die vorübergehende Aussetzung einiger Teilfonds dieses Investmentfonds.

b. Auswirkungen der vorübergehenden Aussetzung des Fonds FWU Protection Fund SICAV auf FLL

FLL kann daher keine Investitionen (neue Prämien) oder Veräußerungen hinsichtlich der Anteile der Teilfonds vornehmen, die vorübergehend ausgesetzt sind.

c. Aufhebung der Aussetzung des Fonds FWU Protection Fund SICAV

Der Verwaltungsrat des FWU Protection Fund SICAV hat beschlossen, die vorübergehende Aussetzung der Ausgabe, der Rücknahme und des Umtausches von Anteilen des Fonds ab Mittwoch, den 4. September 2024, für alle Anteilklassen aller Teilfonds aufzuheben.

Für praktischere Informationen empfehlen wir Ihnen unser Dokument zu den Fragen und Antworten („FAQ“) zu konsultieren, welches ebenfalls in deutscher Sprache auf unserer Webseite unter der Rubrik der Insolvenz von FWU Life Insurance Lux S.A. verfügbar ist.

Contesto

I. Presentazione della società, del gruppo e della sua vigilanza

1. Informazioni su FWU Life Insurance Lux S.A. ("FLL")

FLL è un'impresa di assicurazione con sede legale in Lussemburgo. FLL è una controllata del gruppo FWU ("gruppo FWU"), il cui unico azionista è FWU AG ("FWU AG").

2. Informazioni su FWU AG e sul gruppo FWU

Il gruppo FWU è un gruppo di società di proprietà di FWU AG.

FWU AG è una società commerciale con sede legale in Germania. FWU AG è la società madre di diverse società, due delle quali sono imprese di assicurazione vita autorizzate nell'Unione Europea ("UE"):

- FLL, vigilata in Lussemburgo dal *Commissariat aux Assurances* ("CAA"); e
- FWU Life Insurance Austria AG ("FLA"), soggetta alla vigilanza dell'autorità di vigilanza austriaca, la *Finanzmarktaufsicht* ("FMA").

FWU AG non è autorizzata né come impresa di assicurazione né come intermediario assicurativo. FWU AG non può quindi distribuire prodotti assicurativi e, in quanto tale, non è soggetta a vigilanza da parte dell'autorità di vigilanza tedesca, la *Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht* (in prosieguo: "BaFin").

Dalla fine del 2023 FWU AG è soggetta a vigilanza a livello dell'UE in qualità di società di partecipazione assicurativa del Gruppo FWU da parte di un College of Supervisors ("College"). Il College è presieduto da CAA e comprende altre autorità di vigilanza.¹

3. Relazione tra FLL e FWU AG

FLL è un soggetto giuridico indipendente da FWU AG e dispone di un capitale e di un'amministrazione propri distinti da quelli di FWU AG. FLL dispone pertanto di attività e passività proprie, che non appartengono a FWU AG e non rappresentano attività o passività nei confronti di quest'ultima. Inoltre, gli amministratori di queste due società sono distinti.

Esistono tuttavia relazioni commerciali e finanziarie tra FWU AG e FLL, che spiegano l'esistenza di flussi finanziari tra queste due entità.

In tale contesto, è importante per CAA evidenziare che le pubblicazioni e le informazioni fornite da FWU AG devono essere distinte dalle pubblicazioni e dalle informazioni fornite da FLL, in quanto si tratta di due entità giuridicamente distinte.

¹ La CAA, la FMA e l'Autorità europea delle assicurazioni e delle pensioni aziendali e professionali ("EIOPA") sono membri di questo College. Inoltre, l'autorità italiana di vigilanza sulle assicurazioni, *Istituto per la Vigilanza sulle Assicurazioni* ("IVASS") e BaFin partecipano o hanno partecipato a tale College. L'IVASS partecipa al College per garantire un efficiente scambio di informazioni data la presenza in Italia di una rilevante succursale di FLL.

CAA mette in guardia dalle comunicazioni che utilizzano solo il nome commerciale "Forward You" o il logo "FWU Forward U" e delle quali è difficile identificare l'autore.

4. Informazioni relative alla vigilanza su FLL

a. Attività in Lussemburgo

FLL è vigilata da CAA in Lussemburgo. CAA è un ente pubblico, che riveste il ruolo di autorità di vigilanza competente per il settore assicurativo in Lussemburgo. Fino alla sua messa in *run-off* all'inizio di luglio 2024, FLL era autorizzata a distribuire contratti di assicurazione sulla vita in Lussemburgo.

b. Attività nell'UE

Fuori dal Lussemburgo, fino alla sua messa in *run-off* all'inizio di luglio 2024, FLL era autorizzata a distribuire contratti di assicurazione vita all'interno dell'UE. In questo ambito, FLL ha distribuito contratti di assicurazione sulla vita, in particolare in Germania, Belgio, Spagna, Francia e Italia, tramite rappresentanze o in regime di libera prestazione di servizi. I contratti di assicurazione sulla vita di FLL sono state distribuiti in questi paesi attraverso intermediari locali (ad esempio broker).

c. Ripartizione dei compiti di vigilanza tra le autorità di vigilanza nell'UE

La vigilanza finanziaria di FLL, comprese le attività svolte attraverso le sue rappresentanze o in regime di libera prestazione di servizi, è di competenza esclusiva di CAA.

Tuttavia, le autorità estere omologhe di CAA, vale a dire le autorità di vigilanza assicurativa dei paesi ospitanti,² cooperano e scambiano informazioni con CAA. Tali autorità sono inoltre responsabili della supervisione degli intermediari che distribuiscono i contratti di assicurazione sulla vita di FLL nei rispettivi paesi.

II. Sviluppi recenti

5. Informazioni sull'insolvenza di FLL (cfr. comunicato stampa CAA del 19 luglio 2024)

Il 19 luglio 2024 CAA è stata informata da FLL che la stessa società non soddisfaceva più il requisito patrimoniale di solvibilità ("**SCR**") né il requisito patrimoniale minimo ("**MCR**"), motivo per cui CAA ha dato notizia dell'insolvenza di FLL sul proprio sito web.

Tali requisiti rappresentano coefficienti prudenziali:

- L'**SCR** corrisponde al livello di fondi propri di base ammissibili richiesti per consentire a FLL di assorbire perdite impreviste derivanti dal verificarsi di determinati rischi ai quali FLL può essere esposta;
- L'**MCR** corrisponde a un importo di fondi propri di base ammissibili al di sotto del quale i contraenti e i beneficiari di FLL sarebbero esposti a un livello di rischio inaccettabile se FLL fosse autorizzata a proseguire la propria attività.

6. Informazioni relative all'insolvenza del gruppo FWU

² Tra questi figurano l'IVASS in Italia, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution ("ACPR") in Francia, la Dirección General de Seguros y Fondos de Pensiones ("DGSFP") in Spagna, l'Autorité des services et marchés financiers ("FSMA") in Belgio e il BaFin in Germania.

Il 18 luglio 2024 CAA, autorità di vigilanza del gruppo FWU, è stata inoltre informata della non conformità del gruppo FWU ai requisiti SCR.

7. Apertura della fase provvisoria di insolvenza di FWU AG

Il 19 luglio 2024 FWU AG ha presentato istanza di insolvenza presso il Tribunale distrettuale di Monaco. A tale data, a FWU AG è stata concessa l'apertura di una fase provvisoria di insolvenza. Un *Insolvenzverwalter* (Rechtsanwalt Ivo-Meinert Willrodt, PLUTA Rechtsanwalts GmbH) è stato nominato dal Tribunale distrettuale di Monaco.

8. Informazioni relative al blocco degli attivi rappresentativi di FLL (cfr. comunicato stampa CAA del 19 luglio 2024)

a. Decisione di bloccare gli attivi rappresentativi

In qualità di autorità di vigilanza, il 23 luglio 2024 CAA ha deciso di procedere al blocco degli attivi rappresentativi delle riserve tecniche depositate presso le banche, cosiddette banche depositarie, al fine di tutelare gli interessi dei contraenti e dei beneficiari di FLL.

b. Spiegazione della nozione di attivi rappresentativi e di crediti privilegiati dei contraenti

Quando i contraenti di FLL hanno stipulato un contratto assicurativo e pagato i premi, FLL ha costituito riserve tecniche, corrispondenti ai loro premi al netto delle spese e dei premi di rischio. FLL ha quindi effettuato investimenti in attività che rappresentano tali riserve tecniche.

Questi attivi rappresentativi sono stati depositati presso banche depositarie che hanno firmato un accordo di deposito tripartito. In questo modo, sono stati separati dalle attività proprie di FLL al fine di distinguere tra gli attivi dei contraenti e dei beneficiari e quelli di FLL.

Queste attività, che rappresentano le riserve tecniche e sulle quali i contraenti e i beneficiari di FLL hanno un credito privilegiato, sono state congelate da CAA per garantire che siano utilizzate a esclusivo beneficio degli assicurati e dei beneficiari di FLL.

9. Informazioni relative alla sospensione dei pagamenti da parte di FLL (*sursis de paiement*) (cfr. comunicato stampa CAA del 2 agosto 2024)

a. Procedimento dinanzi al giudice

Il 24 luglio 2024 FLL ha presentato al Tribunale distrettuale di Lussemburgo e in Lussemburgo istanza di sospensione dei pagamenti (*sursis de paiement*). L'istanza è stata ritenuta ricevibile e fondata il 2 agosto 2024 in quanto FLL si trovava in una situazione di stretta creditizia (*ébranlement de crédit*) e di difficoltà di liquidità.

Il 2 agosto 2024 è stato nominato un commissario di vigilanza (*commissaire de surveillance*), *Maître Yann Baden, avocat à la Cour*, per monitorare la gestione degli attivi di FLL. Il commissario di vigilanza è un soggetto indipendente da FLL, nominato dal giudice che ha deliberato la sospensione dei pagamenti.

È importante notare che il commissario di vigilanza di FLL è indipendente dall'*Insolvenzverwalter* di FWU AG (menzionato al punto 7 della presente nota).

b. Durata ed effetti della sospensione dei pagamenti (*sursis de paiement*)

La procedura di sospensione dei pagamenti ha una durata massima di sei mesi.

La sospensione dei pagamenti ha l'effetto di sospendere tutti i pagamenti. Tutti i pagamenti dovuti prima della data della sentenza sono sospesi con effetto immediato, mentre i pagamenti relativi a debiti sorti dopo la decisione del giudice sono soggetti all'approvazione del commissario di vigilanza nominato. I poteri del commissario di vigilanza comprendono l'approvazione dei pagamenti che sono indispensabili affinché FLL rimanga in attività e operi senza soluzione di continuità (come il pagamento degli stipendi o l'affitto dei locali della società).

Di conseguenza, durante il periodo di tale sospensione dei pagamenti, FLL non effettuerà alcun pagamento ai propri assicurati se non ordinato o autorizzato dal giudice con una nuova delibera.

c. Seguito dato alla sospensione dei pagamenti (*sursis de paiement*)

Se la sospensione dei pagamenti non consente di porre rimedio alla situazione che l'ha giustificata o se la situazione di FLL è compromessa a tal punto da non essere più in grado di rispettare i suoi impegni, CAA o il Procuratore di Stato possono presentare un'istanza di liquidazione giudiziaria.

In caso di liquidazione giudiziaria, saranno nominati un giudice fallimentare (*juge-commissaire*) e uno o più liquidatori. Il giudice fallimentare è un giudice nominato dal tribunale incaricato di avviare la liquidazione giudiziaria. È responsabile di vigilare sulle operazioni di liquidazione. Il compito del liquidatore o dei liquidatori è quello di identificare tutte le attività e le passività della società in liquidazione giudiziaria e di estinguere le passività.

10. Informazioni relative alla SICAV del FWU Protection Fund (cfr. comunicati stampa CAA del 19 luglio 2024 e del 4 settembre 2024)

I premi dei contraenti di FLL sono stati investiti in valori mobiliari (come azioni, obbligazioni, fondi di investimento) tra cui, per alcuni contratti di assicurazione sulla vita, quote della SICAV del FWU Protection Fund.

a. Sospensione temporanea della SICAV del FWU Protection Fund

Il 19 luglio 2024 il consiglio di amministrazione della SICAV del FWU Protection Fund ha deciso di sospendere temporaneamente alcuni comparti di tale fondo di investimento.

b. Impatto su FLL della sospensione temporanea della SICAV del FWU Protection Fund

FLL non sarà quindi in grado di investire (nuovi premi) o disinvestire nei comparti temporaneamente sospesi di questo fondo di investimento.

c. Revoca della sospensione della SICAV del FWU Protection Fund

Il consiglio di amministrazione del fondo FWU Protection Fund SICAV ha deciso di revocare la sospensione temporanea dell'emissione, del riacquisto e della conversione delle quote del fondo, con effetto da mercoledì 4 settembre 2024, per tutte le categorie di quote di tutti i comparti.

Per ulteriori informazioni pratiche, si consiglia di consultare le domande e le risposte ("FAQ") nella pagina dedicata all'insolvenza di FWU Life Insurance Lux S.A. sul sito web di CAA: <https://www.caa.lu/fr/consommateurs/insolvabilite-de-fwu-life-insurance-lux-sa>.

Antecedentes

I. Presentación de la empresa, el grupo y su supervisión

1. Información sobre FWU Life Insurance Lux S.A. («FLL»)

FLL es una compañía de seguros con domicilio social en Luxemburgo. FLL es una filial del Grupo FWU («Grupo FWU»), cuyo único accionista es FWU AG («FWU AG»).

2. Información sobre FWU AG y el Grupo FWU

El Grupo FWU es un grupo de empresas propiedad de FWU AG.

FWU AG es una empresa comercial con domicilio social en Alemania. FWU AG es la sociedad matriz de varias sociedades, dos de las cuales son empresas de seguros de vida autorizadas en la Unión Europea («UE»):

- FLL, supervisada en Luxemburgo por el *Commissariat aux Assurances* («CAA»); y
- FWU Life Insurance Austria AG («FLA»), supervisada por la autoridad de supervisión austriaca, el *Finanzmarktaufsicht* («FMA»).

FWU AG no está autorizada como empresa de seguros ni como mediador de seguros. Por lo tanto, FWU AG no puede distribuir productos de seguro y no es supervisada en esta calidad por la autoridad de supervisión alemana, el *Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht* («BaFin»).

Desde finales de 2023, FWU AG ha sido supervisada a escala de la UE como sociedad de cartera de seguros del Grupo FWU por un Colegio de Supervisores («el **Colegio**»). El Colegio está presidido por la CAA e incluye otras autoridades de supervisión.¹

3. Relación entre FLL y FWU AG

FLL es una entidad jurídica independiente de FWU AG y tiene sus propios activos y administración separados de los de FWU AG. Por lo tanto, FLL tiene sus propios activos y pasivos, que no pertenecen ni son adeudados por FWU AG. Además, la gestión de las dos empresas está separada.

No obstante, existen relaciones comerciales y financieras entre FWU AG y FLL, que explican la existencia de flujos financieros entre estas dos entidades.

En este contexto, es importante que la CAA haga hincapié en que las publicaciones y la información facilitadas por FWU AG deben distinguirse de las publicaciones y la información facilitadas por FLL, ya que se trata de dos entidades jurídicamente distintas.

¹ La CAA, la AAD y la Autoridad Europea de Seguros y Pensiones de Jubilación («AESPJ») son miembros de este Colegio. Además, la autoridad italiana de supervisión de seguros, el *Instituto per la vigilanza sulle assicurazioni* («IVASS») y el BaFin participan o han participado en este Colegio.

La CAA le advierte acerca del riesgo de las comunicaciones que utilizan únicamente la marca «Forward You» o el logotipo «FWU Forward U», cuyo autor es difícil de identificar.

4. Información relativa al seguimiento de FLL

a. Actividades en Luxemburgo

FLL está supervisada por la CAA en Luxemburgo. La CAA es una institución pública, que es la autoridad supervisora competente para el sector asegurador en Luxemburgo. Hasta su *run-off* a principios de julio de 2024, FLL estaba autorizada a distribuir contratos de seguro de vida en Luxemburgo.

b. Actividades en la UE

Fuera de Luxemburgo, hasta su *run-off* a principios de julio de 2024, FLL estaba autorizada a distribuir pólizas de seguro de vida dentro de la UE. En este marco, FLL distribuyó pólizas de seguro de vida, en particular en Alemania, Bélgica, España, Francia e Italia, a través de sucursales o en régimen de libre prestación de servicios. Las pólizas de seguro de vida de FLL se distribuyeron en estos países a través de mediadores locales (por ejemplo, corredores).

c. Reparto de las obligaciones de supervisión entre las autoridades de supervisión de la UE

La supervisión financiera de FLL, incluidas sus actividades realizadas a través de sus sucursales o en régimen de libre prestación de servicios, es competencia exclusiva de la CAA.

Sin embargo, las homólogas extranjeras de la CAA, es decir, las autoridades de supervisión de seguros de los países de acogida², cooperan e intercambian información con la CAA. Estas autoridades también son responsables de la supervisión de los mediadores que distribuyen las pólizas de seguro de vida de FLL en sus respectivos países.

II. Acontecimientos recientes

5. Información sobre la insolvencia de FLL (véase el comunicado de prensa de la CAA de 19 de julio de 2024)

FLL informó a la CAA el 19 de julio de 2024 de que ya no cumplía con las exigencias del capital de solvencia obligatorio («SCR») ni del capital mínimo obligatorio («MCR»), por lo que la CAA comunicó la insolvencia de FLL en su sitio web.

Estos capitales son ratios prudenciales:

- El SCR corresponde al nivel de capital básico admisible necesario para que FLL pueda absorber pérdidas imprevistas derivadas de la materialización de determinados riesgos a los que FLL puede estar expuesta;
- El MCR corresponde a un importe de fondos propios básicos admisibles por debajo del cual los tomadores y beneficiarios de pólizas de FLL estarían expuestos a un nivel de riesgo inaceptable si FLL estuviera autorizada a continuar con su actividad.

² Entre ellos figuran el IVASS en Italia, la *Autorité de contrôle prudentiel et de résolution* (en lo sucesivo, «CCPR») en Francia, la *Dirección General de Seguros y Fondos de Pensiones* (en lo sucesivo, «DGSFP») en España, la *Autorité des services et marchés financiers* (en lo sucesivo, «FSMA») en Bélgica y el BaFin en Alemania.

6. Información relativa a la insolvencia del Grupo FWU

El 18 de julio de 2024 la CAA, supervisora del Grupo FWU, también fue informada del incumplimiento por parte del Grupo FWU de los requisitos del SCR.

7. Apertura de la fase provisional de insolvencia de FWU AG

FWU AG solicitó la declaración de insolvencia ante el Tribunal de Distrito de Múnich el 19 de julio de 2024. En esa fecha, se concedió a FWU AG la apertura de una fase de insolvencia. Un administrador, *Insolvenzverwalter* (Rechtsanwalt Ivo-Meinert Willrodt, PLUTA Rechtsanwalts GmbH) fue nombrado por el Tribunal de Distrito de Múnich.

8. Información relativa a la inmovilización de los activos representativos de FLL (véase el comunicado de prensa de la CAA de 19 de julio de 2024)

a. Decisión de congelar los activos representativos

En su calidad de autoridad supervisora, la CAA decidió el 23 de julio de 2024 congelar los activos que representan las provisiones técnicas que se depositan en los bancos, conocidos como bancos custodios, con el fin de proteger los intereses de los tomadores y beneficiarios de pólizas de FLL.

b. Explicaciones del concepto de activos representativos y del derecho preferente del tomador del seguro

Cuando los asegurados de FLL han suscrito un contrato de seguro y pagado las primas, FLL constituye provisiones técnicas, correspondientes a sus primas netas de gastos y primas de riesgo. FLL ha invertido en activos que representan estas provisiones técnicas.

Estos activos representativos han sido depositados en bancos custodios que han firmado un acuerdo de depósito tripartito. De esta manera, se han segregado de los activos propios de FLL para distinguir entre los activos de los tomadores y beneficiarios de pólizas y los de FLL.

Estos activos, que representan las provisiones técnicas y sobre los cuales los tomadores y beneficiarios de pólizas de FLL tienen un derecho preferente, han sido congelados por la CAA para garantizar que solo puedan usarse en beneficio de los tomadores y beneficiarios de pólizas de FLL.

9. Información relativa a la suspensión de pagos de FLL (véase el comunicado de prensa de la CAA de 2 de agosto de 2024)

a. Procedimiento ante el órgano jurisdiccional

El 24 de julio de 2024, FLL presentó una solicitud de suspensión del pago ante el Tribunal de Distrito de Luxemburgo. La solicitud fue admitida el 2 de agosto de 2024 debido a que FLL se encontraba en una situación de crisis crediticia y de liquidez.

El 2 de agosto de 2024 se nombró a un comisario de supervisión, *Maître Yann Baden*, para supervisar la gestión de los activos de FLL. El comisario de supervisión (*commissaire de surveillance*) es una persona independiente de FLL que fue nombrada por el juez que dictaminó la suspensión de pagos (*sursis de paiement*).

Es importante señalar que el comisario de supervisión de FLL es independiente del administrador *Insolvenzverwalter* de FWU AG (mencionado en el punto 7 de la presente nota).

b. Duración y efectos de la suspensión de pagos

El procedimiento de suspensión de pagos puede durar un máximo de seis meses.

El efecto de la suspensión de pagos (*sursis de paiement*) es la paralización de todos los pagos. Todos los pagos adeudados antes de la fecha de la sentencia se suspenden con efecto inmediato, mientras que los pagos relativos a deudas nacidas después de la decisión del órgano jurisdiccional están sujetos a la aprobación del comisario de supervisión designado. Los poderes del comisario de supervisión incluyen la aprobación de pagos que son esenciales para que FLL permanezca en activo en el negocio y funcione adecuadamente (como el pago de salarios o el alquiler de los locales de la empresa).

En consecuencia, durante el período de esta suspensión de pagos, FLL no efectuará ningún pago a sus asegurados a menos que el tribunal lo ordene o autorice en una nueva decisión.

c. Seguimiento de la suspensión de pagos

Si la suspensión de pagos no permite remediar la situación que la justificó o si la situación de FLL se deteriora hasta el punto de que ya no pueda hacer frente a sus compromisos, la CAA o el Fiscal del Estado podrán presentar una solicitud de liquidación judicial.

Si se ordenara una liquidación judicial, se nombraría un juez concursal (*jugue commissaire*) y uno o más liquidadores. El juez concursal (*jugue-commissaire*) sería un juez designado por el órgano jurisdiccional encargado de abrir la liquidación judicial. Sería el responsable de supervisar el proceso de liquidación. La tarea del liquidador o liquidadores sería identificar todos los activos y pasivos de la empresa en liquidación judicial y liquidar los pasivos.

10. Información relativa al FWU Protection Fund SICAV (véase los comunicados de prensa de la CAA de 19 de julio de 2024 y de 4 de septiembre de 2024)

Las primas de los asegurados de FLL se han invertido en valores mobiliarios (como acciones, bonos, fondos de inversión) incluyendo, para ciertos contratos de seguro de vida, participaciones en el fondo FWU Protection Fund SICAV.

a. Suspensión temporal del Fondo de Protección FWU SICAV

El 19 de julio de 2024, el consejo de administración de FWU Protection Fund SICAV decidió suspender temporalmente determinados subfondos de este fondo de inversión.

b. Impacto en FLL de la suspensión temporal del Fondo de Protección FWU SICAV

Por lo tanto, FLL no podrá invertir (nuevas primas) ni desinvertir en los subfondos que se encuentran temporalmente suspendidos de este fondo de inversión.

c. Levantamiento de la suspensión del Fondo de Protección FWU SICAV

El consejo de administración de FWU Protection Fund SICAV ha decidido levantar la suspensión temporal de la emisión, el reembolso y la conversión de acciones del fondo, con efecto a partir del miércoles 4 de septiembre de 2024, para todas las clases de acciones de todos los subfondos.

Para obtener más información práctica, le recomendamos que consulte las preguntas y respuestas («preguntas frecuentes») en la página dedicada a la insolvencia de FWU Life Insurance Lux S.A. disponible en el sitio web de CAA.

Achtergrond

I. Presentatie van de onderneming, de groep en het toezicht daarop

1. Informatie over FWU Life Insurance Lux S.A. (“FLL”)

FLL is een verzekeringsmaatschappij met statutaire zetel in Luxemburg. FLL is een dochteronderneming van de FWU-groep (“**FWU-groep**”), waarvan FWU AG (“**FWU AG**”) de enige aandeelhouder is.

2. Informatie over FWU AG en de FWU Group

De FWU Group is een groep bedrijven die eigendom is van FWU AG.

FWU AG is een commerciële vennootschap met statutaire zetel in Duitsland. FWU AG is de moedermaatschappij van een aantal ondernemingen, waaronder twee levensverzekeringsondernemingen waaraan in de Europese Unie (“**EU**”) een vergunning werd verleend:

- FLL, dat in Luxemburg onder toezicht staat van het *Commissariat aux Assurances* (“**CAA**”); en
- FWU Life Insurance Austria AG (“**FLA**”), onder toezicht van de Oostenrijkse toezichthoudende autoriteit, het *Finanzmarktaufsicht* (“**FMA**”).

FWU AG heeft geen vergunning als verzekeringsonderneming of verzekeringstussenpersoon. FWU AG kan dus geen verzekeringsproducten distribueren en staat dus als zodanig niet onder toezicht van de Duitse toezichthoudende autoriteit, de *Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht* (“**BaFin**”).

Op EU-niveau staat FWU AG sinds eind 2023 wel onder het toezicht van een college van toezichthouders (“**college**”) als verzekeringsholding van de FWU-groep. In dit college, dat wordt voorgezeten door het CAA, zetelen ook andere toezichthouders.¹

3. Relaties tussen FLL en FWU AG

FLL is een vennootschap met rechtspersoonlijkheid die onafhankelijk is van FWU AG. Haar vermogen en administratie staan los van FWU AG. FLL heeft dus haar eigen activa en passiva, die niet toebehoren aan of niet verschuldigd zijn door FWU AG. Bovendien verschillen de bestuurders van deze twee vennootschappen.

Niettemin bestaan er commerciële en financiële relaties tussen FWU AG en FLL, die het bestaan van financiële stromen tussen beide entiteiten verklaren.

¹ Het CAA, de FMA en de Europese Autoriteit voor verzekeringen en bedrijfspensioenen (“**EIOPA**”) zijn lid van dit college. Daarnaast nemen de Italiaanse toezichthoudende autoriteit voor verzekeringen, *Istituto per la vigilanza sulle assicurazioni* (“**IVASS**”) en de BaFin deel of hebben zij deelgenomen aan dit college. IVASS neemt deel aan het college om te zorgen voor een efficiënte uitwisseling van informatie als gevolg van de aanwezigheid van een belangrijke tak van FLL in Italië.

In dit verband is het belangrijk voor het CAA om te benadrukken dat publicaties en informatie die door FWU AG worden verstrekt, moeten worden onderscheiden van publicaties en informatie die door FLL worden verstrekt, aangezien dit twee juridisch afzonderlijke entiteiten zijn.

Het CAA waarschuwt u voor mededelingen die alleen de merknaam “Forward You” of het logo “FWU Forward U” gebruiken en waarvoor het moeilijk is om de auteur te identificeren.

4. Informatie over het toezicht op FLL

a. Activiteiten in Luxemburg

FLL staat onder toezicht van het CAA in Luxemburg. Het CAA is een openbare instelling, die bevoegd is voor het toezicht op de verzekeringssector in Luxemburg. Tot de *run-off* begin juli 2024 was FLL gemachtigd om levensverzekeringscontracten in Luxemburg te distribueren.

b. Activiteiten in de EU

Buiten Luxemburg was FLL tot begin juli 2024 gemachtigd om levensverzekeringsspolissen binnen de EU te distribueren. In dit kader heeft FLL levensverzekeringsspolissen verspreid, met name in Duitsland, België, Spanje, Frankrijk en Italië, via bijkantoren of in het kader van vrije dienstverrichting. De levensverzekeringsspolissen van FLL werden in deze landen verdeeld via lokale tussenpersonen (bv. makelaars).

c. Verdeling van bevoegdheden tussen toezichthouders in de EU

Het financieel toezicht op FLL, met inbegrip van haar activiteiten via haar filialen of in het kader van vrije dienstverrichting, valt onder de exclusieve bevoegdheid van het CAA.

De buitenlandse collega-toezichthouders van het CAA, namelijk de toezichthouders van de verzekeringssector in de landen van ontvangst,² werken echter samen en wisselen informatie uit met het CAA. Deze autoriteiten zijn ook verantwoordelijk voor het toezicht op de tussenpersonen die de levensverzekeringsspolissen van FLL in hun respectieve landen distribueren.

II. Recente ontwikkelingen

5. Informatie over de insolventie van FLL (zie persbericht van het CAA van 19 juli 2024)

Het CAA werd op 19 juli 2024 door FLL ervan in kennis gesteld dat zij niet langer voldeed aan het solvabiliteitskapitaalvereiste (“**SCR**”) noch aan het minimumkapitaalvereiste (“**MCR**”), waarop het CAA de insolventie van FLL op haar website bekendmaakte.

Deze ratio's zijn prudentiële ratio's:

- Het solvabiliteitskapitaalvereiste stemt overeen met het niveau van het in aanmerking komend kernkapitaal dat vereist is om FLL in staat te stellen onvoorziene verliezen op te vangen die voortvloeien uit het ontstaan van bepaalde risico's waaraan FLL kan worden blootgesteld;
- Het minimumkapitaalvereiste komt overeen met een bedrag aan in aanmerking komend kernvermogen waaronder de verzekeringnemers en begunstigden van FLL zouden worden

² Het gaat onder meer om IVASS in Italië, de *Autorité de contrôle prudentiel et de résolution* (“**ACPR**”) in Frankrijk, de *Dirección General de Seguros y Fondos de Pensiones* (“**DGSFP**”) in Spanje, de *Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten* (“**FSMA**”) in België en de BaFin in Duitsland.

blootgesteld aan een onaanvaardbaar risiconiveau indien FLL toestemming zou krijgen om haar activiteiten voort te zetten.

6. Informatie over de insolventie van de FWU-groep

Het CAA, de toezichthouder van de FWU-groep, werd op 18 juli 2024 ook in kennis gesteld van de niet-naleving door de FWU-groep van de SCR-vereisten.

7. Opening van de voorlopige insolventiefase van FWU AG

FWU AG heeft op 19 juli 2024 het faillissement aangevraagd bij de rechtbank van München. Op die datum werd aan FWU AG de opening van een voorlopige insolventiefase toegestaan. Een *Insolvenzverwalter* (Meester Ivo-Meinert Willrodt, PLUTA Rechtsanwalts GmbH) werd benoemd door de rechtbank van München.

8. Informatie over de blokkering van de representatieve activa ('actifs représentatifs') van FLL (zie persbericht van het CAA van 19 juli 2024)

a. Beslissing tot het blokkeren van de representatieve activa

In haar hoedanigheid van toezichthouder heeft het CAA op 23 juli 2024 besloten om de activa die de technische voorzieningen vertegenwoordigen te blokkeren bij de banken waar deze bewaard worden (de zogenoemde bewaarinstellingen). Dit om de belangen van de verzekeringnemers en begunstigden van FLL te beschermen.

b. Toelichting bij het begrip representatieve activa en de preferentiële vordering van de verzekeringnemer

Wanneer de verzekeringnemers van FLL een verzekeringsovereenkomst zijn aangegaan en premies hebben betaald, heeft FLL technische voorzieningen aangelegd die overeenstemmen met hun premies na aftrek van kosten en risicopremies. FLL heeft belegd in activa die deze technische voorzieningen vertegenwoordigen.

Deze representatieve activa ('*actifs représentatifs*') zijn gedeponereerd bij bewaarinstellingen die hiertoe een tripartiete depositoovereenkomst hebben ondertekend. Op deze manier zijn ze gescheiden van het eigen vermogen van FLL, om een duidelijk onderscheid te maken tussen de activa van verzekeringnemers en begunstigden enerzijds en de activa van FLL zelf anderzijds.

Het zijn deze activa, die de technische voorzieningen vertegenwoordigen en waarop de verzekeringnemers en begunstigden van FLL een preferentiële vordering hebben, die door het CAA werden geblokkeerd om te garanderen dat deze daadwerkelijk alleen kunnen worden gebruikt ten behoeve van de verzekeringnemers en begunstigden van FLL.

9. Informatie over de opschorting van betaling door FLL (*sursis de paiement*) (zie persbericht van het CAA van 2 augustus 2024)

a. Procedure voor de rechter

Op 24 juli 2024 heeft FLL bij de Tribunal d'arrondissement van en in Luxemburg een verzoek tot opschorting van betaling ingediend (*sursis de paiement*). Het verzoek werd op 2 augustus 2024 ontvankelijk en gegrond geacht op grond van het feit dat FLL zich in een situatie van kredietschaarste (*ébranlement de crédit*) en liquiditeitsblokkade bevond.

Op 2 augustus 2024 werd een commissaris voor toezicht, Meester Yann Baden, advocaat bij het Hof, benoemd om toezicht te houden op het beheer van het vermogen van FLL. De commissaris voor toezicht (*commissaire de surveillance*) is een persoon die onafhankelijk is van FLL en is benoemd door de rechter die uitspraak heeft gedaan over de opschorting van betaling (*sursis de paiement*).

Het is belangrijk op te merken dat de commissaris voor toezicht van FLL (*commissaire de surveillance*) onafhankelijk is van de *Insolvenzverwalter* van FWU AG (genoemd onder punt 7 van deze nota).

b. Duur en gevolgen van de opschorting van betaling (*sursis de paiement*)

De opschorting van betaling (*sursis de paiement*) kan maximaal zes maanden duren.

De opschorting van betaling (*sursis de paiement*) heeft tot gevolg dat alle betalingen worden opgeschort. Alle betalingen die vóór de datum van de uitspraak verschuldigd zijn, worden met onmiddellijke ingang opgeschort, terwijl betalingen met betrekking tot schulden die na de beslissing van de rechtbank zijn ontstaan, onderworpen zijn aan de goedkeuring van de benoemde commissaris voor toezicht. De bevoegdheden van de commissaris voor toezicht omvatten de goedkeuring van betalingen die essentieel zijn voor FLL om haar activiteiten te vrijwaren en te blijven functioneren (zoals de betaling van salarissen of van de huur voor bedrijfsruimten).

Bijgevolg zal FLL gedurende de periode van deze opschorting van betaling (*sursis de paiement*) geen enkele betaling aan haar verzekeringnemers verrichten, tenzij de rechter daartoe opdracht heeft gegeven of toestemming heeft gegeven in een nieuwe beslissing.

c. Opvolging van de opschorting van betaling (*sursis de paiement*)

Indien de situatie die aan de basis lag van de opschorting van betaling (*sursis de paiement*) niet verholpen is tijdens de periode van opschorting van betaling of indien de situatie van FLL zodanig verslechtert dat zij niet langer in staat is om haar verbintenissen na te komen, kan het CAA of het openbaar ministerie een verzoek tot ontbinding of gerechtelijke liquidatie indienen

Als de gerechtelijke liquidatie wordt bevolen, worden een toezichthoudende rechter (*juge-commissaire*) en een of meer vereffenaars benoemd. De toezichthoudende rechter zou een rechter zijn die wordt benoemd door de rechtbank die verantwoordelijk is voor het openen van de gerechtelijke liquidatie. Hij of zij zou verantwoordelijk zijn voor het toezicht op het liquidatieproces. De vereffenaar(s) zou(den) tot taak hebben alle activa en passiva van de vennootschap in gerechtelijke liquidatie te identificeren en de passiva af te wikkelen.

10. Informatie over het FWU Protection Fund SICAV (zie persberichten van het CAA van 19 juli 2024 en 4 september 2024)

De premies van de verzekeringnemers van FLL werden belegd in overdraagbare effecten (zoals aandelen, obligaties, beleggingsfondsen) inclusief, voor bepaalde levensverzekeringscontracten, rechten van deelneming in het FWU Protection Fund SICAV.

a. Tijdelijke opschorting van het fonds (FWU Protection Fund SICAV)

Op 19 juli 2024 heeft de raad van bestuur van het FWU Protection Fund SICAV besloten bepaalde compartimenten van dit beleggingsfonds tijdelijk op te schorten.

b. Gevolgen voor FLL van de tijdelijke opschorting van het fonds (FWU Protection Fund SICAV)

FLL zal dus niet in staat zijn om te investeren (nieuwe premies) in rechten van deelneming in de tijdelijk opgeschorte compartimenten van dit beleggingsfonds, noch zal zij deze kunnen afkopen.

c. Opheffen van de opschorting van het fonds (FWU Protection Fund SICAV)

De raad van bestuur van het FWU Protection Fund SICAV heeft besloten de tijdelijke opschorting van de uitgifte, terugkoop en conversie van aandelen van het fonds op te heffen, vanaf woensdag 4 september voor alle aandelenklassen van alle compartimenten.

Voor meer praktische informatie raden wij u aan de vragen en antwoorden (“FAQ”) te raadplegen op de pagina over de insolventie van FWU Life Insurance Lux S.A. op de website van het CAA.

En cas de différences entre les textes rédigés dans les différentes langues, la version française fait foi.

In case of differences between the texts in the various languages, the French version shall prevail.

*

* *